



Assemblée générale

Distr. générale
30 mai 2007
Français
Original : anglais

Soixante et unième session

Point 117 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007

Examen des cadres logiques des missions politiques spéciales pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport, établi conformément au paragraphe 7 de la section VII de la résolution 61/252 de l'Assemblée générale, examine les cadres logiques des missions politiques spéciales pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007 présentés dans les rapports du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité (A/61/525 et Add.1 à 5).

* Nouveau tirage pour raisons techniques.



I. Contexte général

1. Au paragraphe 7 de la section VII de sa résolution 61/252, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'examiner les cadres logiques de toutes les missions politiques spéciales afin de s'assurer que les éléments de programmes et les ressources qui y figurent sont conformes aux mandats définis par l'Assemblée et le Conseil de sécurité, et de lui rendre compte à ce sujet au plus tard au début de la deuxième partie de la reprise de sa soixante et unième session.

2. Suite à cette demande, les cadres logiques de toutes les missions politiques spéciales pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007, établis selon les principes de la budgétisation axée sur les résultats et contenus dans les rapports du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité¹, ont été examinés en tenant compte des dispositions énoncées à la section VII de la résolution 61/252.

3. Il ressort de cet examen que les cadres logiques de toutes les missions politiques spéciales, à l'exception de trois d'entre eux, respectent scrupuleusement les dispositions pertinentes de la résolution et que les éléments de programme et les ressources qui y figurent sont conformes aux mandats définis par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

4. Des ajustements mineurs ont été apportés au cadre logique de la mission de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité, et deux produits ont été ajoutés aux cadres logiques du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau.

5. Les modifications qu'il est proposé d'apporter au cadre logique de ces trois missions figurent à la section II ci-dessous.

II. Révisions à apporter aux cadres logiques

A. Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité

Objectif : Application intégrale de la résolution 1559 (2004) et de toutes les décisions que le Conseil de sécurité a adoptées ultérieurement sur la question, notamment la résolution 1680 (2006) et les dispositions pertinentes de la résolution 1701 (2006)

Réalisations escomptées

Indicateurs de succès

a) Promotion du strict respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'unité et de l'indépendance politique du Liban sous l'autorité unique et exclusive du

a) i) Encouragement donné par l'Envoyé spécial en vue d'intensifier les efforts visant à établir des relations diplomatiques entre le Liban et les États Membres, dont il est question dans les résolutions 1559 (2004)

¹ A/61/525 et Add.1 à 5.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
Gouvernement libanais, s'exerçant sur l'ensemble du territoire libanais	<p>et 1680 (2006) du Conseil de sécurité et dans les déclarations y relatives du Président du Conseil; et à délimiter les frontières internationales du Liban avec celles de ces États Membres, en gardant à l'esprit que l'instauration de relations diplomatiques entre états et l'envoi de missions diplomatiques se fait par consentement mutuel</p> <p><i>Mesure des résultats</i> : nombre d'interactions avec les parties intéressées 2005 : 15 2006 (estimation) : 15 à 25 2007 (objectif) : 20 à 30</p> <p>ii) Extension facilitée de l'autorité du Gouvernement libanais à l'ensemble du territoire libanais, notamment le long de ses frontières</p> <p><i>Mesure des résultats</i> : nombre d'interactions avec les parties intéressées 2005 : 15 2006 (estimation) : 15 à 25 2007 (objectif) : 20 à 30</p> <p>iii) Appui fourni par l'Envoyé spécial en vue de la cessation des transferts illégaux d'armes au Liban</p> <p><i>Mesure des résultats</i> : nombre d'interactions avec les parties intéressées 2005 : 15 2006 (estimation) : 15 à 25 2007 (objectif) : 20 à 30</p>

Produits

- Réunions régulières de l'Envoyé spécial avec les représentants du Gouvernement libanais et d'autres gouvernements intéressés
- Appui au Gouvernement libanais pour l'application des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier par des missions de bons offices
- Rapports semestriels du Secrétaire général au Conseil de sécurité

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
b) Promotion du désarmement et de la dissolution de toutes les milices libanaises et non libanaises	b) i) Accession accrue du Gouvernement libanais au droit d'exercer un monopole sur l'emploi de la force dans tout le territoire

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
	<p><i>Mesure des résultats</i> : nombre d'interactions avec les parties intéressées 2005 : 15 2006 (estimation) : 15 à 25 2007 (objectif) : 20 à 30</p> <p>ii) Appui fourni par l'Envoyé spécial en vue de la réduction du nombre de groupes autres que les forces armées portant des armes</p> <p><i>Mesure des résultats</i> : nombre d'interactions avec les parties intéressées 2005 : 15 2006 (estimation) : 15 à 25 2007 (objectif) : 20 à 30</p> <p>iii) Appui fourni par l'Envoyé spécial en vue de la réduction du nombre de milices ou d'autres groupes armés opérant au Liban</p> <p><i>Mesure des résultats</i> : nombre d'interactions avec les parties intéressées 2005 : 15 2006 (estimation) : 15 à 25 2007 (objectif) : 20 à 30</p>
<i>Produits</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • Facilitation du dialogue interlibanais sur le désarmement et la dissolution des milices libanaises, notamment dans le cadre de rencontres avec le Gouvernement libanais • Promotion du dialogue entre l'Organisation de libération de la Palestine OLP/Autorité palestinienne et le Gouvernement libanais au sujet du désarmement et de la dissolution des milices palestiniennes, notamment dans le cadre de rencontres avec l'OLP/Autorité palestinienne ainsi que par des missions de bons offices entre l'OLP et le Gouvernement libanais • Missions de bons offices et consultations avec tous les gouvernements étrangers qui peuvent amener les milices libanaises et non libanaises opérant au Liban à aider à l'application pacifique des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité • Rapports semestriels du Secrétaire général au Conseil de sécurité 	
<i>Réalisation escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
c) Promotion d'une action plus résolue menée par tous les gouvernements intéressés pour donner suite aux dispositions du paragraphe 4 de la résolution 1680 (2006) du Conseil de sécurité	c) i) Encouragement donné par l'Envoyé spécial pour intensifier l'action menée par le Gouvernement libanais et les gouvernements des États Membres dont il est question dans les résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006) du Conseil de sécurité, et dans les déclarations y relatives du Président du Conseil de sécurité

*Réalisation escomptées**Indicateurs de succès*

en vue d'amorcer un dialogue bilatéral régulier, notamment de renforcer les relations bilatérales, en gardant à l'esprit que l'instauration de relations diplomatiques entre États et l'envoi de missions diplomatiques se fait par consentement mutuel

Mesure des résultats : nombre d'interactions avec les parties intéressées

2005 : 15

2006 (estimation) : 15 à 25

2007 (objectif) : 20 à 30

ii) Encouragement donné par l'Envoyé spécial pour intensifier les efforts visant à encourager l'établissement de relations et une représentation diplomatiques complètes entre le Gouvernement libanais et les gouvernements des États Membres dont il est question dans les résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006) du Conseil de sécurité, et dans les déclarations y relatives du Président du Conseil

Mesure des résultats : nombre d'interactions entre les parties intéressées

2005 : 15

2006 (estimation) : 15 à 25

2007 (objectif) : 20 à 30

Produits

- Missions de bons offices et consultations avec le Gouvernement libanais et les gouvernements des États Membres dont il est question dans les résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006) du Conseil de sécurité; et dans les déclarations y relatives du Président du Conseil et d'autres protagonistes régionaux, afin de faciliter le dialogue bilatéral aboutissant à l'établissement de relations diplomatiques et à la délimitation des frontières, en gardant à l'esprit que l'instauration de relations diplomatiques entre États et l'envoi de missions diplomatiques se fait par consentement mutuel
- Missions de bons offices et promotion du dialogue bilatéral et multilatéral entre le Liban et les États Membres dont il est question dans les résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006) du Conseil de sécurité, et dans les déclarations y relatives du Président du Conseil, en gardant à l'esprit que l'instauration de relations diplomatiques entre États et l'envoi de missions diplomatiques se fait par consentement mutuel
- Régularisation et précision des frontières au Liban
- Rapports semestriels du Secrétaire général au Conseil de sécurité

B. Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

6. Les produits ci-après sont ajoutés à l'alinéa c) des réalisations escomptées/indicateurs de succès se rapportant au Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et à l'alinéa d) des réalisations escomptées/indicateurs du succès se rapportant au Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau :

- Promotion et suivi de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, et présentation de rapports sur sa mise en œuvre, dont l'objectif est l'automatisation des femmes au niveau de la prise de décisions dans tous les domaines du processus de consolidation de la paix;
- Séminaire sur la sensibilisation des dirigeants politiques et des acteurs de la société civile au rôle des femmes dans le processus de consolidation de la paix.

III. Décisions que devra prendre l'Assemblée générale

7. L'Assemblée générale est priée d'approuver les révisions qu'il est proposé d'apporter, pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007, aux cadres logiques se rapportant à la mission de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité, au Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et au Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau.
